

14° [L. 30 avril 1958, art. 7, § 27, A. - les actes, jugements et arrêts relatifs aux procédures instituées par les lois du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi et du 5 juin 1928 portant réglementation du contrat d'engagement maritime, au sujet de la capacité du mineur d'engager son travail et de toucher son salaire ou rémunération];

- Actuellement: loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

15° [L. 12 juillet 1960, art. 14, D. - les actes faits à la requête des officiers du ministère public et relatifs à l'exécution de commissions rogatoires émises de juges étrangers];

16° [Abrogé par L. 10 octobre 1967, (art. 3) art. 116, E.];

17° [L. 12 juillet 1976, art. 57, § 1<sup>er</sup>. - les actes, jugements et arrêts relatifs à l'exécution de la loi relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles];

18° [L. 18 juillet 1991, art. 17. - les actes, jugements et arrêts relatifs aux procédures instituées par la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux et par les articles 488bis, a à k, du Code Civil];

- Aux termes de l'A.R. du 19 juillet 1991, l'art. 17 de la loi du 18 juillet 1991 est entré en vigueur le 28 juillet 1991.

19° et 20° [Abrogés par L. 12 juillet 1960, art. 14, F.];

21° les pourvois en cassation du ministère public et leurs significations;

22° [Abrogé par L. 12 juillet 1960, art. 14, F.];

23° [L. 2 août 1963, art. 49, § 2. - les actes dressés ainsi que les jugements ou arrêts rendus pour l'application des lois concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et en matière administrative];

24° les actes relatifs à l'exécution [des dispositions du Code judiciaire concernant la mise à la retraite des magistrats];

- Ainsi modifié par la loi du 10 octobre 1967, (art. 3) art. 116, F.

25° à 26°bis [Abrogés par L. 12 juillet 1960, art. 14, F et G.];

27° [Abrogé par L. 22 décembre 1989, art. 170, 2°];

28° [Abrogé par L. 12 juillet 1960, art. 14, H.];

29° [L. 23 décembre 1958, art. 30. - les certificats, les actes de notoriété, les procurations, les autorisations y compris les requêtes pouvant s'y rapporter, lorsque ces pièces sont dressées ou délivrées pour être produites aux services du grand livre de la dette publique belge [...], à la Caisse des dépôts et consignations, [aux caisses de retraite, d'assurances et

de rentes-accidents du travail de la Caisse générale d'épargne et de retraite], ainsi qu'aux sociétés mutualistes, caisses d'épargne, de retraite, de prévoyance ou de secours reconnues par le gouvernement, instituées avec l'approbation de l'autorité administrative ou soumises au contrôle de celle-ci];

- Ainsi modifié par l'A.R. n° 3 du 24 décembre 1980, art. 7 et la loi du 22 décembre 1989, art. 170, 3°.

30° et 31° [Abrogés par L. 12 juillet 1960, art. 14, H.];

32° [Abrogé par L. 10 juin 1997, art. 9.];

- En vertu de l'art. 10, al. 1<sup>er</sup>, de l'A.R. du 15 septembre 1997, la loi du 10 juin 1997 produit ses effets pour la première fois aux effets de commerce présentés au paiement le 23 septembre 1997.

33° les actes dressés pour le service des caisses publiques de prêts, y compris les procès-verbaux de vente publique d'objets mobiliers mis en gage;

33°bis [L. 10 octobre 1967 (art. 3) art. 116, G. - les actes, jugements et arrêts relatifs aux contestations en matière de contrats de louage de travail, de contrats d'apprentissage et de contrats de formation professionnelle accélérée, aux contestations nées à l'occasion du travail entre travailleurs salariés et entre les personnes qui exercent en commun une profession à caractère principalement manuel, et notamment entre un patron pêcheur et les membres de son équipage avec qui il est associé, aux contestations civiles résultant d'une infraction aux lois et arrêtés relatifs à la réglementation du travail et aux matières qui relèvent de la compétence du tribunal du travail];

34° les actes, jugements et arrêts relatifs à l'exécution des lois et règlements sur les allocations familiales;

35° les actes, jugements et arrêts relatifs à l'exécution des lois et règlements sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés et sur le régime de retraite des ouvriers mineurs;

35°bis [A.R. n° 38 du 27 juillet 1967, art. 26, § 1<sup>er</sup>. - les actes, jugements et arrêts relatifs à l'exécution des lois et règlements concernant le statut social des travailleurs indépendants];

35°ter [L. 24 février 1965, art. 1<sup>er</sup>. - les actes, jugements et arrêts relatifs à l'exécution des lois et règlements sur les pensions de retraite, d'invalidité et de survie à charge de l'État, des provinces, des communes, des établissements publics, de la Société nationale des chemins de fer belges ou de tous autres organismes ou services publics dont le personnel est soumis à un régime particulier de pension établi par ou en vertu d'une loi];

35°quater les actes, jugements et arrêts relatifs à l'exécution des lois, décrets et règlements sur les pensions de retraite, d'invalidité et de survie des membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique et du personnel visé

par l'article 31 de l'arrêté royal du 21 mai 1964 portant coordination des lois relatives au personnel d'Afrique];

36° [L. 13 août 1947, art. 8. - les actes, jugements et arrêts relatifs à l'exécution des lois et règlements sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail ou des maladies professionnelles];

36°bis [L. 10 octobre 1967 (art. 3) art. 116, H. - les actes, jugements et arrêts relatifs aux contestations concernant les droits et obligations résultant de la loi relative au reclassement social des handicapés];

36°ter [L. 10 octobre 1967 (art. 3) art. 116, I. - les actes, jugements et arrêts relatifs aux contestations concernant l'institution et le fonctionnement des conseils d'entreprise ainsi que des services et des comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, y compris les services et comités institués dans les mines, minières et carrières];

37° les actes, jugements et arrêts relatifs à l'exécution des lois et règlements sur le chômage involontaire;

37°bis [L. 23 décembre 1958, art. 30. - les actes, jugements et arrêts relatifs à l'exécution des lois et règlements concernant la sécurité sociale [...];

- Ainsi modifié par la loi du 10 octobre 1967 (art. 3) art. 116, J.

38° les actes et décisions relatifs à la demande d'assistance judiciaire ou à sa contestation; l'acte de transaction en matière de pension alimentaire passé au bureau d'assistance;

39° les actes, jugements et arrêts relatifs au recouvrement des avances faites par l'État [en exécution des dispositions du Code judiciaire relatives à l'assistance judiciaire];

- Ainsi modifié par la loi du 10 octobre 1967 (art. 3) art. 116, L.

40° [L. 10 octobre 1967 (art. 3) art. 116, M, mod. par L. 12 mai 1971, art. 20. - les actes, jugements et arrêts relatifs à l'exécution de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés];

41° les actes nécessaires au mariage des personnes dont l'indigence est constatée par un certificat du bourgmestre de leur résidence ou de son délégué;

42° [L. 12 juillet 1960, art. 14, I. - les citations préalables aux conseils de famille, lorsque l'indigence des mineurs ou interdits et celle des père et mère des mineurs est constatée conformément au 41°];

43° les actes relatifs à la reconnaissance volontaire d'un enfant naturel ou à l'émancipation, lorsque l'indigence des enfants et de leurs père et mère est constatée conformément au n° 41 ci-avant;

les lettres patentes, au bureau de Bruxelles, dans les six mois de leur date;

les copies ou extraits des [arrêtés royaux ou ministériels autorisant le changement de nom ou de prénoms], au bureau dans le ressort duquel se trouve la résidence des bénéficiaires ou de l'un d'eux, ou, à défaut de résidence en Belgique, au bureau de Bruxelles, dans les six mois à compter [du jour où l'arrêté royal ou ministériel est devenu définitif.]

- Ainsi modifié par la loi du 15 mai 1987, art. 18, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

Lorsque l'enregistrement est requis après l'expiration des délais ci-dessus fixés, cette formalité donne lieu à la perception d'une amende égale au droit, sans préjudice de celui-ci.

**Art. 254.** Après paiement du droit et éventuellement de l'amende, la relation de l'enregistrement est apposée sur la lettre patente de noblesse ou sur la copie ou l'extrait de l'[arrêté autorisant le changement de nom ou de prénoms.]

- Ainsi modifié par la loi du 15 mai 1987, art. 19.

Ces documents ne peuvent être délivrés aux bénéficiaires tant que la formalité de l'enregistrement n'a été accomplie.

### Section 3

#### Dispositions communes aux deux sections précédentes

**Art. 255.** Les dispositions générales du présent titre concernant la formalité de l'enregistrement, le devoir de communication, les modes de preuve, la prescription, les poursuites et instances et les intérêts moratoires sont applicables dans la mesure où il n'y est pas dérogé par le présent chapitre.

### CHAPITRE XIX

#### AMENDE SPÉCIALE POUR DÉPÔT TARDIF DES ACTES DE SOCIÉTÉ SOUMIS À PUBLICATION

**Art. 256.** § 1<sup>er</sup>. [L. 1<sup>er</sup> juillet 1983, art. 23. - (En cas de non-dépôt ou de dépôt tardif au greffe du tribunal de commerce ou à la Banque nationale de Belgique d'un document qui doit y être déposé en exécution des dispositions légales ou réglementaires dans les formes prévues à l'article 10 ou à l'article 80 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales), il est encouru, par mois de retard, une amende de [1.000] à 10.000 F, tout mois commencé étant compté comme entier. Le montant de l'amende est fixé, dans les limites susvisées, par le Ministre des finances ou son délégué.]

- Ainsi modifié par la loi du 22 juillet 1993, art. 78 et par la loi du 13 avril 1995, art. 83, qui, selon l'art. 113 de la dite loi, entre en vigueur le premier jour du treizième mois qui suit celui au cours duquel la publication au *Moniteur belge* est intervenue, soit le 17 juin 1995.

§ 2. Dans les cas où aucune disposition légale ne prévoit un délai de rigueur pour le dépôt d'un document visé au § 1<sup>er</sup>, le Roi peut prescrire un délai pour le dépôt.]

**Art. 257.** [L. 1<sup>er</sup> juillet 1983, art. 24. - Cette amende est due, quant aux actes publics, par le notaire instrumentant, et, quant aux actes sous seing privé, solidairement par les associés solidaires ou par les gérants, administrateurs ou liquidateurs.]

**Art. 258.** Les dispositions générales du présent titre concernant les moyens de preuve, la prescription, les poursuites et instances sont applicables au présent chapitre.

### TITRE II

#### DROIT D'HYPOTHÈQUE

**Art. 259.** Il est établi, sous le nom de droit d'hypothèque, un impôt sur les inscriptions d'hypothèques et de privilèges sur immeubles.

La perception de ce droit est effectuée par les conservateurs des hypothèques.

**Art. 260.** La formalité de l'inscription hypothécaire n'est donnée que moyennant le paiement préalable, par le requérant, du droit et des salaires dus de ce chef.

- Voy. l'A.R. du 18 septembre 1962 déterminant les salaires des conservateurs des hypothèques, *infra*, sous-rubrique *Dispositions particulières*.

La quittance en est donnée sur le bordereau d'inscription. Le conservateur y mentionne en chiffres le détail et en toutes lettres le total des sommes perçues pour droits et salaires.

**Art. 261.** Lorsqu'il y a lieu à inscription dans plusieurs bureaux, pour sûreté d'une seule et même somme, le droit perçu sur la totalité de cette somme au bureau où l'inscription est requise en premier lieu couvre les inscriptions à requérir dans les autres bureaux.

**Art. 262.** Le droit d'hypothèque est fixé à [0,30 p.c.]

- Ainsi modifié par la loi du 22 décembre 1989, art. 196.

**Art. 263.** Le droit est liquidé sur le montant en principal et accessoires des sommes pour lesquelles l'inscription est prise ou renouvelée.

**Art. 264.** Pour la liquidation du droit, la base imposable est, s'il y a lieu, [arrondie à la centaine de francs supérieure.]

- Ainsi modifié par la loi du 22 décembre 1989, art. 197, 1<sup>o</sup>.

Le montant du droit ainsi liquidé est, le cas échéant, arrondi au franc supérieur.

Le droit à percevoir ne peut être [inférieur à 200 F.]

- Ainsi modifié par la loi du 22 décembre 1989, art. 197, 2<sup>o</sup>.

**Art. 265.** Sont exemptés du droit d'hypothèque:

1<sup>o</sup> les inscriptions d'hypothèques légales et leurs renouvellements;

2<sup>o</sup> les inscriptions prises d'office par le conservateur des hypothèques;

3<sup>o</sup> les inscriptions prises pour garantir le recouvrement des impôts dus à l'État, à la Colonie, aux provinces, aux communes, aux polders et waterings, et les renouvellements de ces inscriptions;

4<sup>o</sup> les inscriptions prises à charge de l'État, des établissements publics d'État et des autres personnes morales désignées à l'article 161, 1<sup>o</sup>, et leurs renouvellements;

5<sup>o</sup> [L. 12 juillet 1976, art. 57, § 2. - les inscriptions des privilèges et hypothèques établis par la loi relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles.]

- D'autres exemptions sont prévues par des dispositions particulières.

**Art. 266.** Il y a prescription:

1<sup>o</sup> pour le recouvrement de droits d'hypothèque qui n'auraient pas été perçus au moment de l'inscription, après deux ans à compter du jour de celle-ci;

2<sup>o</sup> pour la demande en restitution de droits indûment perçus, après deux ans à compter du jour du paiement.

[L. 23 décembre 1958, art. 37. - Ces prescriptions sont interrompues conformément aux articles 217-1 et 217-2.]

**Art. 267.** Sont applicables au droit d'hypothèque, les dispositions du titre I<sup>er</sup>, relatives aux poursuites et instances et aux intérêts moratoires.

### TITRE III

#### DROIT DE GREFFE

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>

##### ÉTABLISSEMENT DE L'IMPÔT ET FIXATION DES DROITS

**Art. 268.** [L. 12 juillet 1960, art. 25. - Il est établi, sous le nom de droit de greffe, un impôt sur les opérations ci-après, effectuées dans les cours et tribunaux:]

1<sup>o</sup> [L.-progr. 24 décembre 1993, art. 7. - la mise au rôle des causes, l'inscription au registre des requêtes et l'inscription au registre des demandes en référé];

- L'art. 7 de la loi-programme du 24 décembre 1993 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

2<sup>o</sup> [L. 12 juillet 1960, art. 25. - la rédaction des actes des greffiers ou passés devant eux, de certains actes des juges et des officiers du ministère public;

DROITS D'ENREGISTREMENT, D'HYPOTHÈQUE ET DE GREFFE • Code  
TITRE III - CHAPITRE I<sup>er</sup>

3° la délivrance des expéditions, copies ou extraits des actes, jugements et arrêts;

4° [Abrogé par L. 22 décembre 1989, art. 198.];

5° [L. 18 mars 1965, art. 37, § 1<sup>er</sup>. - l'inscription au registre du commerce et au registre de l'artisanat.]

Section 1

Droit de mise au rôle

Art. 269-1. [L-progr. 24 décembre 1993, art. 8, § 1<sup>er</sup>. - Il est perçu pour chaque cause inscrite au rôle général;

1° dans les justices de paix [et les tribunaux de police], un droit de 1.300 francs;

- Ainsi modifié par la loi du 11 juillet 1994, art. 57, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

2° dans les tribunaux de première instance et les tribunaux de commerce, un droit de 3.000 francs;

3° dans les cours d'appel, un droit de 6.800 francs;

4° à la Cour de cassation, un droit de 12.000 francs;

Le droit est toutefois réduit à 1.000 francs pour les procédures visées à l'article 162, 13°.]

- L'art. 8, § 1<sup>er</sup>, de la loi-programme du 24 décembre 1993 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

- Il faut toutefois noter que l'art. 8, § 2, de la loi-programme du 24 décembre 1993 dispose qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995, les nombres «1.300», «3.000», «6.800» et «12.000» sont remplacés respectivement par les nombres «1.400», «3.300», «7.500» et «13.000».

Art. 269-2. [L. 10 octobre 1967 (art. 3) art. 121. - Il est perçu pour chaque requête inscrite dans les registres des requêtes:

1° dans les justices de paix [et les tribunaux de police], un droit de [1.000] F;

- Ainsi modifié, en ce qui concerne l'insertion des mots «et les tribunaux de police», par la loi du 11 juillet 1994, art. 57, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

2° dans les autres juridictions, un droit de [1.900] F.

- Ainsi modifié par la loi-programme du 24 décembre 1993, art. 9, 1°, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

- Il faut toutefois noter qu'aux termes de l'art. 9, 2°, de la loi-programme du 24 décembre 1993, les nombres «1.000» et «1.900» sont, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995, remplacés respectivement par les nombres «1.100» et «2.100».

Art. 269-3. [L-progr. 24 décembre 1993, art. 10, § 1<sup>er</sup>. - Il est perçu pour chaque inscription d'une demande en référé un droit de 2.500 francs. Il est perçu pour chaque inscription d'appel des ordonnances ou des jugements de référé un droit de 5.000 francs.]

- L'art. 10, § 1<sup>er</sup>, de la loi-programme du 24 décembre 1993 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

- Il faut toutefois noter qu'aux termes l'art. 10, § 2, de la loi-programme du 24 décembre 1993, les nombres «2.500» et «5.000» sont, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995, remplacés respectivement par les nombres «2.800» et «5.600».

[Section 1bis

Droits de rédaction]

- Ainsi modifié par la loi du 12 juillet 1960, art. 27.

Art. 270-1. [L. 22 décembre 1989, art. 201. - Il est perçu un droit de rédaction de [1.100] F sur les actes des greffiers des cours et tribunaux ou passés devant eux, sans l'intervention des juges.]

- Ainsi modifié par la loi-programme du 24 décembre 1993, art. 11, 1°, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

- Il faut toutefois noter qu'aux termes de l'art. 11, 2°, de la loi-programme du 24 décembre 1993, le nombre «1.100» est, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995, remplacé par le nombre «1.200».

[L. 12 juillet 1960, art. 27. - Sont assimilés aux actes des greffiers des cours et tribunaux, les transcriptions, effectuées par les greffiers dans leurs registres, des déclarations d'appel ou de recours en cassation, faites en matière répressive, par des personnes détenues ou internées.]

[Al. abrogés par 22 décembre 1989, art. 201, 2°.]

Art. 270-2. [A.R. n° 12 du 18 avril 1967, art. 25. - Les actes de notoriété, les actes d'adoption et les actes accordant à un mineur l'autorisation de faire le commerce, passés devant les juges de paix, sont assujettis à un droit de rédaction dont le montant est fixé à [1.100 F].]

- Ainsi modifié par la loi-programme du 24 décembre 1993, art. 12, 1°, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

- Il faut toutefois noter qu'aux termes de l'art. 12, 2°, de la loi-programme du 24 décembre 1993, le nombre «1.100» est, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995, remplacé par le nombre «1.200».

Art. 270-3. [L. 12 juillet 1960, art. 27. - Les déclarations d'option de patrie sont assujetties à un droit de rédaction, dont le montant est fixé à [1.100 F].]

- Ainsi modifié par la loi-programme du 24 décembre 1993, art. 13, 1°, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

- Il faut toutefois noter qu'aux termes de l'art. 13, 2°, de la loi-programme du 24 décembre 1993, le nombre «1.100» est, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995, remplacé par le nombre «1.200».

Ce droit est sujet à restitution en cas de refus d'agrément par une décision définitive de la juridiction compétente.]

Section 2

Droit d'expédition

Art. 271. [L. 15 juillet 1970, art. 71. - Il est perçu sur les expéditions, copies ou extraits qui sont délivrés dans les greffes, un droit d'expédition:

1° de [60 F] par page, dans les justices de paix et les tribunaux de police;

- Ainsi modifié par la loi du 2 juillet 1981, art. 37, 9°.

2° de [115 F] par page, dans les cours d'appel, les cours d'assises, la cour militaire, les tribunaux d'arrondissement, les tribunaux de pre-

mière instance, les tribunaux de commerce et les conseils de guerre;

- Ainsi modifié par la loi du 2 juillet 1981, art. 37, 9°.

3° de [195 F] par page, à la Cour de cassation.)

- Ainsi modifié par la loi du 2 juillet 1981, art. 37, 9°.

Art. 272. [L. 10 octobre 1967 (art. 3) art. 122. - Quel que soit le greffe dans lequel s'opère la délivrance, le droit est toutefois fixé à [30 F] par page, sans pouvoir être inférieur à [60 F] pour chaque expédition, copie ou extrait:]

- Ainsi modifié par la loi du 2 juillet 1981, art. 37, 10°.

1° [L. 22 décembre 1989, art. 204, 1°. - pour les copies non signées. Toutefois, si une même demande porte sur plus de 1.000 copies dans une même affaire, le tarif est fixé à 10 F par page à partir de la 1.001<sup>e</sup> copie, sans que le montant global des droits d'expédition dus en l'occurrence ne puisse être supérieur à 100.000 F];

2° [L. 10 octobre 1967 (art. 3) art. 122. - pour les expéditions, copies ou extraits tirés des registres de l'état civil ou des registres contenant les actes relatifs à l'acquisition, au recouvrement, à la conservation et à la perte de nationalité;

3° pour les expéditions, copies ou extraits des actes, jugements et arrêts qui sont exempts de la formalité de l'enregistrement en vertu de l'article 162, 33°bis à 37°bis];

4° [L. 22 décembre 1989, art. 204, 2°. - pour les expéditions, copies ou extraits tirés des actes et documents concernant le registre du commerce, le registre des sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale, le registre des sociétés étrangères non visées par l'article 198 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le registre de l'artisanat, le registre des groupements d'intérêt économique et le registre des groupements européens d'intérêt économique].

[L. 10 octobre 1967 (art. 3) art. 122. - Le même droit est dû pour les expéditions, copies ou extraits des actes, jugements et arrêts délivrés en matière [...] électorale ou de milice. Ces pièces portent en tête l'énonciation de leur destination; elles ne peuvent servir à d'autres fins.]

- Ainsi modifié par la loi du 22 décembre 1989, art. 204, 3°.

Art. 273. [L. 12 juillet 1960, art. 28. - Le droit est calculé par page de l'arrêt, du jugement ou de l'acte, reproduite dans l'expédition, la copie ou l'extrait.

Toutefois, le droit est calculé uniformément à raison d'une page pour les extraits délivrés en exécution de l'article 121 du règlement général sur les frais de justice en matière répressive.]

Art. 274. [L. 12 juillet 1960, art. 28. - Lorsque plusieurs arrêts, jugements ou actes sont reproduits dans une expédition, une copie ou un extrait, le droit est calculé par page de chacun de ces documents, sans qu'il puisse être perçu, pour chacun d'eux, moins que le droit dû pour une page.]

DROITS D'ENREGISTREMENT, D'HYPOTHÈQUE ET DE GREFFE • Code  
TITRE III - CHAPITRE III

Section 3

Droits de législation et de recherche

Art. 275 et 276. [Abrogés par L. 22 décembre 1989, art. 205.]

[Section 4

Droit d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et aux registres des groupements d'intérêt économique.]

(L. 22 décembre 1989, art. 206)

Art. 277. [L. 22 décembre 1989, art. 207. - Il est perçu pour les inscriptions au registre du commerce, au registre des sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale, au registre des sociétés étrangères non visées par l'article 198 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, au registre des groupements d'intérêt économique et au registre des groupements européens d'intérêt économique:

1° un droit de [1.700] F pour chaque immatriculation d'une personne physique et un droit de [3.500] F pour chaque immatriculation d'une personne morale;

2° un droit de [1.100] F pour chaque inscription modificative d'une personne physique et un droit de [1.700] F pour chaque inscription modificative d'une personne morale.

Les inscriptions modificatives faites d'office sont exemptées du droit.]

- Ainsi modifié par la loi-programme du 24 décembre 1993, art. 14, 1°, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

- Il faut toutefois noter qu'aux termes de l'art. 14, 2°, de la loi-programme du 24 décembre 1993, les nombres «1.700», «3.500», «1.100», et «1.700» sont, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995, respectivement remplacés par les nombres «2.000», «4.000», «1.200» et «2.000».

Art. 278. [L. 22 décembre 1989, art. 208. - Il est perçu pour chaque immatriculation ou inscription modificative au registre de l'artisanat un droit de [600] F.]

- Ainsi modifié par la loi-programme du 24 décembre 1993, art. 16, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

[L. 18 mars 1965, art. 37, § 3. - Les inscriptions modificatives faites d'office sont exemptées du droit.]

CHAPITRE II

EXEMPTIONS

- D'autres exemptions sont prévues par des dispositions particulières.

Art. 279-[1]. Sont exemptées du droit de mise au rôle:

- Ainsi modifié par la loi du 12 juillet 1960, art. 29.

1° l'inscription des causes dont les jugements et arrêts bénéficient de l'exemption du droit ou de la formalité de l'enregistrement en vertu des articles 161 et 162.

Toutefois, le droit est dû pour les procédures [...] visées sous l'article 162, 13°;

- Ainsi modifié par la loi du 28 juin 1943, art. 3.

2° [L. 10 octobre 1967 (art. 3) art. 123. - l'inscription d'une cause par le greffier de la juridiction à laquelle cette cause est renvoyée conformément à la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire, ou par une décision judiciaire de dessaisissement.]

Art. 279-[2]. [L. 12 juillet 1960, art. 29. - Sont exemptés du droit de rédaction:

1° les actes passés dans les cas prévus aux articles 161 et 162;

2° les actes ou récépissés constatant le dépôt ou la communication de pièces, sommes ou objets aux greffes des cours et tribunaux;

3° les aveux de faillite ainsi que les arrêtés ou mentions apposés sur les registres, titres et pièces à l'appui;

4° [Abrogé par L. 10 octobre 1967 (art. 2) art. 30.];

5° [L. 17 juillet 1975, art. 23. - les procès-verbaux de cote et visa des livres des commerçants].

Art. 280. Sont exemptés du droit d'expédition:

1° [L. 10 octobre 1967 (art. 3) art. 124. - les expéditions, copies ou extraits d'actes, jugements et arrêts qui sont exemptés du droit ou de la formalité de l'enregistrement en vertu des articles 161 et 162.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable: a) aux expéditions, copies ou extraits visés à l'article 272, dernier alinéa; b) aux expéditions, copies ou extraits des actes et jugements visés à l'article 162, 5°, 6°, 13°, 27° et 33° bis à 37° bis];

2° [L. 15 juillet 1970, art. 72. - les expéditions, copies ou extraits de jugements, arrêts, ordonnances ou autres actes de procédure, qui sont envoyés par le greffier aux parties, à leurs avocats ou à des tiers, d'office ou sur réquisition d'une des parties, en exécution du Code judiciaire ou d'autres dispositions légales ou réglementaires];

3° [L. 22 décembre 1989, art. 209, 1°. - les copies de déclarations en vue de l'immatriculation ou d'une inscription modificative au registre du commerce, au registre des sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale, au registre des sociétés étrangères non visées par l'article 198 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, au registre de l'artisanat, au registre des groupements d'intérêt économique ou au registre des groupements européens d'intérêt économique, remises ou envoyées d'office aux personnes demandant l'immatriculation ou la modification; mention

doit être faite sur la copie de la cause de l'exemption];

4° [L. 13 août 1947, art. 19. - les expéditions, copies ou extraits tirés des registres de l'état civil ou des registres contenant les actes relatifs à l'acquisition, au recouvrement, à la conservation et à la perte de la nationalité, dans tous les cas où ces expéditions, copies ou extraits sont exemptés du droit de timbre, sauf en matière électorale];

5° [L. 22 décembre 1989, art. 209, 2°. - les copies ou extraits de jugements et arrêts délivrés aux publications juridiques désignées par le Ministre des finances];

6° [L. 6 août 1967, art. 3. - les expéditions, copies ou extraits délivrés par le greffe de la cour d'appel de Bruxelles, en vue de l'exécution en Belgique des arrêts et des décisions formant titre exécutoire rendus en vertu des Traités instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique ainsi que par la Convention relative à certaines institutions communes aux Communautés européennes, et qui, aux termes de ces Traités, sont susceptibles d'exécution forcée];

7° [L. 17 juillet 1970, art. 4. - les expéditions ou copies délivrées par le greffe de la Cour d'appel de Bruxelles, en vue de la reconnaissance et de l'exécution en Belgique des sentences arbitrales rendues en vertu de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États, faite à Washington le 18 mars 1965.]

Art. 281. [L. 22 décembre 1989, art. 210. - Sont exemptées du droit d'inscription au registre du commerce les immatriculations et les inscriptions modificatives des groupements d'intérêt économique et des groupements européens d'intérêt économique.]

Art. 282. [Abrogé par L. 22 décembre 1989, art. 211.]

CHAPITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 283. Dans les cas prévus à l'article 160, les droits de greffe sont liquidés en débit et recouverts selon les règles applicables aux droits d'enregistrement liquidés dans les mêmes conditions.

Art. 284. Sont également liquidés en débit, les droits de greffe dus sur les expéditions, copies et extraits d'actes, jugements et arrêts, lorsque ces pièces sont délivrées en matière répressive au ministère public ou aux agents de l'État chargés de l'exécution des jugements et arrêts.

Les droits sont compris dans les frais de justice et recouverts à ce titre sur la partie condamnée à les supporter.

## DROITS DE TIMBRE

### SOMMAIRE

Code .....	402
Dispositions particulières .....	413

### Code

26 juin 1947. - ARRÊTÉ DU RÉGENT contenant le Code des droits de timbre (*Mon.* 14 août 1947) confirmé par la loi du 14 juillet 1951, art. 1<sup>er</sup>. (*Mon.* 2 août 1951)

- La loi du 22 décembre 1989, art. 240, dispose que: «Les mots «l'administration de l'enregistrement et des domaines», «directeur général de l'enregistrement et des domaines» et «directeur de l'enregistrement et des domaines», figurant dans les dispositions du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, du Code des droits de succession, du Code des droits de timbre et du Code des taxes assimilées au timbre, sont remplacés respectivement par les mots «l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines», «directeur général de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines» et «directeur régional de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines». Il en est tenu compte dans le texte qui suit.

- Voy. l'A.Rég. du 18 septembre 1947 relatif à l'exécution du présent Code, *infra*, sous-rubrique *Dispositions particulières*.

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>

##### ÉTABLISSEMENT DE L'IMPÔT

**Art. 1<sup>er</sup>.** Un impôt dénommé droit de timbre est établi sur les actes et écrits, dans les limites et suivant les règles déterminées par le présent Code.

**Art. 2.** Le paiement du droit de timbre est constaté d'après les modes suivants:

1<sup>o</sup> l'emploi de papiers timbrés débités par l'Administration;

2<sup>o</sup> le timbrage effectué par les redevables soit au moyen de l'apposition et de l'annulation de timbres adhésifs, soit à l'aide de machines à timbrer;

3<sup>o</sup> le timbrage extraordinaire, effectué par l'Administration à la requête des intéressés;

4<sup>o</sup> le visa pour timbre.

Le recours à ces divers modes est réglé par arrêté royal, si le présent Code ne dispose à ce sujet.

[L. 9 mai 1959, art. 9, 10<sup>o</sup>. - Un arrêté royal peut aussi prescrire le paiement du droit de timbre en espèces sur base de déclarations périodiques de la manière et dans les délais qu'il

détermine, et déroger dans ce cas aux dispositions des chapitres III, V et XI du présent Code.]

- Aux termes de l'art. 228 de la loi du 22 décembre 1989, lequel n'est cependant pas encore entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1998, les mots «et déroger dans ce cas aux dispositions des chapitres III, V et XI, du présent Code» sont remplacés par les mots «et, dans ce cas, déroger aux dispositions des chapitres III, V et XI, du présent Code et fixer toute règle de nature à assurer l'exacte perception du droit de timbre».

- Voy. l'A.Rég. du 18 septembre 1947 relatif à l'exécution du présent Code, *infra*, sous-rubrique *Dispositions particulières*.

**Art. 3.** Le type des timbres, la débite des papiers timbrés et des timbres adhésifs, le mode d'apposition et d'annulation de ces derniers, le timbrage extraordinaire, le visa pour timbre et les conditions dans lesquelles il peut être procédé au timbrage par les redevables à l'aide de machines, sont réglés par arrêté royal. (Un arrêté royal peut, dans le cas où le paiement n'est pas constaté par l'emploi de papiers timbrés ou de timbres adhésifs ou à l'aide de machines à timbrer, prescrire le paiement des droits, des amendes et des intérêts par versement ou virement au compte de chèques postaux du bureau chargé du recouvrement.)

- Ainsi modifié par la loi du 23 décembre 1958, art. 43.

Un arrêté royal peut de même, en cas de changement du type des timbres ou pour autre motif, décider que certaines catégories de papiers timbrés ou de timbres adhésifs cesseront d'être valablement employées après une date déterminée.

- Voy. l'A.Rég. du 12 décembre 1949 relatif à l'emploi, par les redevables et les bureaux des douanes, de machines à timbrer pour l'acquittement du droit de timbre et des taxes assimilées au timbre (*Mon.* 6 janvier 1950; *B.L.* p. 9), mis en vigueur par l'A.M. du 21 novembre 1951 (*Mon.* 2 décembre 1951; *B.L.* p. 808), modifié par les A.R. du 6 juillet 1951 (*Mon.* 28 juillet 1951; *B.L.* p. 570), du 6 mai 1952 (*Mon.* 21 mai 1952; *B.L.* p. 232), du 14 janvier 1954 (*Mon.* 21 janvier 1954; *B.L.* p. 54), du 2 mars 1954 (*Mon.* 14 mars 1954; *B.L.* p. 168) et du 28 novembre 1963 (*Mon.* 1<sup>er</sup> janvier 1964; *B.L.* p. 6).

- Voy. l'A.M. du 14 décembre 1949 concernant les modalités d'application de l'A.Rég. du 12 décembre 1949 (*Mon.* 6 janvier 1950; *B.L.* p. 11), modifié par les A.M. du 10 juillet 1951 (*Mon.* 28 juillet 1951; *B.L.* p. 571) et du 7 mai 1952 (*Mon.* 21 mai 1952; *B.L.* p. 232).

- Voy. l'A.M. du 10 juillet 1951 déterminant le mode de remboursement des cartons de timbrage servant à l'acquittement du droit de timbre et des taxes assimilées au timbre. (*Mon.* 28 juillet 1951; *B.L.* p. 571), modifié par l'A.M. du 18 novembre 1960 (*Mon.* 3 décembre 1960; *B.L.* p. 964).

#### CHAPITRE II FIXATION DES DROITS

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** [L. 22 juillet 1993, art. 80. - Sont assujettis, à l'exclusion de tout autre droit résultant du présent chapitre, à un droit calculé à raison de 300 F par groupe indivisible de quatre pages d'écriture:

1<sup>o</sup> les actes des notaires et les procès-verbaux de vente publique d'objets mobiliers corporels dressés par les huissiers de justice;

2<sup>o</sup> les expéditions, copies ou extraits délivrés par les notaires et les expéditions, copies ou extraits des procès-verbaux de vente publique d'objets mobiliers corporels dressés par les huissiers de justice.

§ 2. La superficie de chacune des pages assujetties au droit fixé par le § 1<sup>er</sup>, ne peut excéder la limite fixée par arrêté royal. Si cette superficie est dépassée, le droit est porté au double.]

- La date d'entrée en vigueur de l'art. 80 de la loi du 22 juillet 1993 sera fixée par le Roi.

- Il faut toutefois relever que la loi du 22 juillet 1993 dispose en son article 29, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1993, que, dans l'article 4 du Code des droits de timbre, le nombre «150» est remplacé par le nombre «300». L'article 80 de la loi précitée semble tenir compte de cette modification.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** [L. 22 juillet 1993, art. 81. - Sont assujettis à un droit calculé à raison de 300 F par groupe indivisible de quatre pages d'écriture:

1<sup>o</sup> les répertoires dont la tenue est imposée aux notaires et aux huissiers de justice;

2<sup>o</sup> le double du répertoire déposé par les notaires au greffe du tribunal de première instance.

§ 2. La superficie de chacune des pages assujetties au droit fixé par le § 1<sup>er</sup>, ne peut excéder la limite fixée par arrêté royal. Si cette su-